



Organisation des Nations Unies pour
l'éducation, la science et la culture

Le bulletin d'information
du Secteur de l'éducation
de l'UNESCO

L'éducation AUJOURD'HUI

L'ÉCOLE GRATUITE, À QUEL PRIX ?

AU SOMMAIRE

APPRENTISSAGES



Les écoles ouvertes
contre la violence, p. 2

DOSSIER



Le long chemin
vers la gratuité, p. 4

EDUCATION POUR TOUS



De l'éducation
comme vaccin, p. 8

EN BREF



D'un continent l'autre, p. 10

Depuis dix ans, plusieurs pays ont décrété la gratuité de l'enseignement primaire et des millions d'enfants exercent enfin leur droit à l'éducation. Mais qu'apprennent-ils dans des classes surchargées ? Notre dossier analyse le conflit entre accès à l'éducation et enseignement de qualité.

ÉDITO

Aider les pays à réaliser l'éducation pour tous constitue la première priorité de l'UNESCO. Si nos activités actuelles sont guidées par le cadre d'action adopté en 2000 au Forum sur l'éducation pour tous de Dakar, l'espoir de donner une éducation à tous les enfants est inscrit depuis 1946 dans l'acte constitutif de notre organisation. Notre travail s'appuie aussi sur la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, qui stipule que « l'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental », et précise qu'à ce niveau, elle doit être obligatoire. L'UNESCO a toujours défendu ce principe. Dans les années 1990, certains de nos partenaires ont caressé l'idée de créer un marché de l'enseignement primaire, qui serait donc devenu payant ; ils sont tous revenus au principe de la gratuité. La réalité diffère hélas du principe puisque droits et frais de scolarité, directs ou indirects, sont encore extrêmement fréquents, même dans les nations où la loi les interdit.

Par bonheur, les Etats qui ont besoin d'une aide extérieure pour scolariser tous les enfants du primaire bénéficient désormais d'un mécanisme salvateur grâce à l'Initiative accélérée de financement. Des pays comme le Kenya, le Malawi ou l'Ouganda, qui ont opté avec détermination pour la gratuité, ont vu leurs effectifs scolaires s'élever de façon spectaculaire, ce qui n'est pas sans créer de nombreuses difficultés. Les efforts se portent maintenant sur la gestion méthodique des conséquences de ce type de décision. L'UNESCO pense qu'il vaut mieux faire respecter le principe de gratuité de l'enseignement primaire, quitte à s'attaquer énergiquement au problème de la qualité suscité par l'explosion des effectifs, plutôt que de rationner l'accès à l'éducation en exigeant des droits.

La convergence de vues sur cette question entre l'UNESCO et la Banque mondiale est des plus encourageantes, tout comme l'étroite collaboration entre nos deux organisations dans la conception et la mise en œuvre de l'Initiative accélérée. Ce travail d'équipe n'est qu'un exemple des progrès que nous réalisons ensemble dans notre marche vers l'éducation pour tous.

Lorsque vous lirez ces mots, je serai à Vancouver, au Canada, où j'aurai la passionnante responsabilité de diriger le Commonwealth of Learning, une agence qui aide les 54 pays du Commonwealth à élaborer des politiques publiques, des systèmes et des applications pour développer l'apprentissage ouvert et à distance. Je profite de cette dernière occasion pour remercier tous les lecteurs de *L'éducation aujourd'hui* de leur soutien et pour vous adresser à tous un très cordial salut.

John Daniel

Ancien Sous-Directeur général pour l'éducation

20 sur 20 aux écoles ouvertes

Au Brésil, le programme Escola aberta met un frein à la violence des jeunes.

Le dimanche, quand d'ordinaire les écoles sont désertes et silencieuses, l'établissement Pretre-Nercio-Rodrigues, dans le quartier de Beberibe, à Recife, résonne du roulement des tambours. Comme chaque week-end, le célèbre percussionniste Maître Lune enseigne pendant trois heures à un groupe de gamins enthousiastes et survoltés. Le musicien dispense des cours dans six écoles participant au programme Escola aberta (« école ouverte »), géré par le bureau de l'UNESCO à Brasília.

Grâce à celui-ci, 192 établissements de la grande métropole du Nordeste brésilien, situés dans des quartiers très démunis et marqués par la violence, restent ouverts le dimanche et accueillent toutes sortes d'activités choisies par les élèves, football, samba et capoeira mais aussi échecs, théâtre et lecture.

La vocation du projet n'est pas seulement éducative et récréative, précise Adriana Bezerra, jeune psychologue qui dirige des ateliers de danse dans une zone particulièrement déshéritée de Recife : il s'agit aussi de lutter contre la violence. En se rendant à ses cours le samedi, Adriana Bezerra découvre souvent un cadavre dans la rue, celui d'un jeune chef de bande selon toute probabilité. « Voilà qui me rappelle pourquoi je me suis engagée dans ce projet », dit-elle.

Quand la violence régresse

Avant le lancement d'Escola aberta, les jeunes de Recife n'avaient que la rue pour terrain de jeu une fois la classe finie. « C'était la porte ouverte à la délinquance. Aujourd'hui la pauvreté est toujours là mais ils ne sont plus délinquants », constate la directrice de l'école Pretre-Nercio-Rodrigues, Miriam Maria de Paz. « Certains participent même à la gestion du programme », ajoute Maître Lune.

Les données réunies par Julio Jacobo Waiselfisz, sociologue et coordonnateur régional de l'UNESCO à Recife, confirment ce succès. La violence sous toutes ses formes a chuté de 60 % en moyenne dans les établissements participant au projet depuis son lancement, en 2000. Les suicides et les vols à main armée ont disparu de ces mêmes écoles et ont diminué de façon spectaculaire dans les



Les écoles ouvertes le week-end détournent les jeunes de la délinquance.

établissements qui ont adhéré plus récemment au projet. Le vol, la toxicomanie, le port d'armes et les agressions sexuelles ont aussi décliné de façon significative.

Les chiffres insoutenables de la violence parmi les jeunes, publiés par l'UNESCO en 2000, ont été le déclencheur du programme. Les Brésiliens ont alors découvert que les jeunes de 15 à 24 ans enregistraient le plus fort pourcentage de morts violentes parmi la population. Le nombre d'homicides culminait le week-end, pendant la fermeture des établissements scolaires.

« Ce n'est pas la pauvreté qui engendre la violence, c'est l'exclusion et l'absence de perspectives, souligne Jorge Werthein, directeur du bureau de l'UNESCO à Brasília. Il n'y pas d'infrastructures dans les quartiers pauvres, pas d'activités pour les jeunes. Pour eux, le seul endroit sûr et gratuit, c'est l'école. Mais il a fallu trois ans pour convaincre l'Etat de l'utilité de ce projet. »

Bon sens budgétaire

Des statistiques éloquentes et un raisonnement simple ont finalement convaincu les autorités. Malgré huit ans de scolarité obligatoire, 25 % des enfants brésiliens abandonnent l'école pour cause de pauvreté ou de mauvais résultats scolaires. Si l'on parvenait à les réintégrer grâce à des bourses et si les écoles éloignaient les gamins de la rue pendant le week-end, l'Etat économiserait beau-

coup d'argent sur les budgets de la police, de la justice et des hôpitaux. « Nous avons calculé qu'un jeune qui abandonne sa scolarité coûte à l'Etat trois ou quatre fois plus qu'un enfant scolarisé », précise Jorge Werthein.

Le projet des écoles ouvertes ne coûte quant à lui que 0,30 euro par élève et par mois. Les enfants y ont accès gratuitement. L'UNESCO verse près d'un million de dollars, les Etats 10 millions. Cinq des 27 Etats brésiliens participent au programme ; les autres ont pour la plupart monté leur propre version du projet. « Notre objectif final est que l'UNESCO se retire et que des structures locales prennent la relève », explique Julio Jacobo Waiselfisz.

Le succès est total auprès des élèves : rien qu'à Recife, 120 000 jeunes ont répondu à l'appel ; 2 200 volontaires, 350 coordinateurs et 160 enseignants les encadrent. Le recul de la violence s'avère très encourageant mais le défi reste permanent : « Je connais des jeunes qui ont complètement décroché mais d'autres qui ont repris la drogue, confie Adriana Bezerra. Et lorsque je ne revois plus certaines filles à mes cours de danse, je sais qu'elles sont en train de sombrer dans la prostitution. »

Contact : Jorge Werthein, UNESCO Brasília
e-mail : j.werthein@unesco.org

Basé sur un article paru dans Le Monde de l'éducation n° 310 (janvier 2003).

Vaincre l'isolement

Des centres d'apprentissage jettent un pont vers les Karens, ethnie pauvre des montagnes thaïlandaises.

Dans un tout petit village montagnard du nord-est de la Thaïlande, non loin de la frontière birmane, des enfants courent entre les huttes de bambou sur pilotis. Ils s'élancent au-devant de Ni Wa, directeur de l'éducation non formelle pour le district d'Omkoï, dans la province de Chiang Mai, et lui souhaitent la bienvenue par de joyeux « *Sawaddi kha !* »

Leur enthousiasme salue aussi les efforts de Ni Wa et de son équipe, qui ont peiné pour parvenir jusqu'à ce village karen. Quand la route est praticable, il faut en effet quatre heures pour couvrir en 4 x 4 les 40 km qui séparent le village de la vallée. Pendant la saison des pluies, le trajet se fait souvent à pied ou à dos d'éléphant. « Et il faut éviter les sangsues qui se laissent tomber des arbres et vous sucent le sang », précise Nantaporn Viravathan de la fondation Princess Maha Chakri Sirindhorn, qui parraine le projet.

Des conditions difficiles

Les Karens, qui seraient 275 000, constituent la principale ethnie des montagnes thaïlandaises ; bon nombre sont des réfugiés birmans. Ils comptent parmi les populations les plus pauvres du pays et ne bénéficient pas du système éducatif national. Jusqu'en 2001, ils ne disposaient d'aucune école. C'est pour combler ce vide que l'UNESCO a créé des centres d'apprentissage communautaires, avec l'aide bénévole d'enseignants et d'habitants. Les 24 centres existant à ce jour remplissent une double fonction, école maternelle et primaire le jour, centre d'apprentissage pour les jeunes et les adultes le soir.

Des enseignants dépendant du département de l'éducation non formelle du ministère de l'Éducation, thaïs pour la plupart, forment le personnel des centres. Leur tâche est colossale : ils apprennent aux enfants à lire, écrire et compter, du moins de façon rudimentaire, et leur donnent quelques notions d'agriculture, de développement communautaire et d'hygiène. Les conditions spartiates ont de quoi rebuter les nouveaux

arrivants : « Les premiers jours sont pénibles pour les enseignants, reconnaît Ni Wa. De plus, il leur faut du temps pour se faire accepter par les habitants. »

A Non Eng Ne, les maisonnettes perchées sur pilotis, afin que poules et porcs n'y pénètrent pas, abritent une population de 135 personnes qui ont elles-mêmes construit le centre d'apprentissage. Tu Tara, 28 ans, y enseigne depuis trois ans. La grande pièce sert à la fois de salle de classe et de cantine. 35 enfants de 6 à 14 ans, répartis en quatre niveaux, se serrent sur les bancs boiteux confectionnés par leurs parents. Derrière le tableau noir suspendu aux solives, une clô-

Les centres permettent d'améliorer l'alimentation des enfants.



© Le Monde de l'Éducation

ture de bambou forme un grand parc où s'ébattent 11 bambins de maternelle dont Tu Tara a également la charge. Au fond de la classe, les mères fument la pipe traditionnelle tout en suivant les cours. Tu Tara parlant mal le karen, elle est secondée par une jeune fille du village qui, elle, parle le thaï.

La langue constitue un gros obstacle car la majorité des Karens ne comprend pas le thaï. La formation des futurs professeurs

des centres comprend donc des cours de karen ; ils s'initient aussi à la pédagogie moderne, à l'élaboration de matériel pédagogique et à la gestion d'un centre. « Quand ils peuvent communiquer avec les maîtres, les enfants sont avides d'apprendre », souligne Darunee Riewpituk, spécialiste de l'éducation au bureau de l'UNESCO à Bangkok.

Des enseignants motivés

Mais dans le district d'Omkoï, la tâche des enseignants va bien au-delà des cours. Ils doivent aussi préparer les repas pour leurs élèves (avec l'aide des parents qui se relaient à leurs côtés) et être prêts à apporter les premiers secours aux habitants qui, pratiquement, ne disposent d'aucune structure de soins dans les montagnes. La situation sanitaire laisse beaucoup à désirer : l'eau potable manque, le taux de mortalité infantile est deux fois plus élevé que dans la vallée, plus de 20 % des enfants souffrent de malnutrition et 21 % de retards de croissance. Pour améliorer leur alimentation, le projet encourage la culture de légumes et l'élevage de poulets et de porcs.

Pourquoi les enseignants acceptent-ils cette vie difficile ? « Ils travaillent en collaboration si étroite avec les habitants qu'ils finissent par faire partie du village et n'ont plus envie de partir », explique Darunee Riewpituk. Et de préciser que le projet recrute prioritairement des diplômés de l'université karens, dans l'espoir que ces derniers s'engageront à long terme.

Carrefour, géant français de la distribution, a financé le projet à hauteur de 420 000 dollars, avec un complément de 50 000 dollars versé par l'UNESCO, pour la période 2001-2004. L'UNESCO compte renouveler sa contribution quand Carrefour interrompra ses financements, l'année prochaine. L'effort doit se poursuivre car les progrès, bien que lents, sont réels.

Contact : Darunee Riewpituk, UNESCO Bangkok
e-mail : d.riewpituk@unesco.org

Basé sur un article paru dans Le Monde de l'éducation n° 324 (avril 2004).

L'école

En décrétant la gratuité de l'enseignement primaire, demande que Mais qu'apprennent-ils dans des tel est le défi qu'il faut relever

La joie était palpable à la seule lecture des journaux, très loin du Kenya où se déroulait l'événement, en 2003. Le Président Mwai Kibaki venait d'honorer sa promesse électorale et de décréter la gratuité de l'enseignement primaire. Pleins d'espoir après tant d'années d'insatisfaction, les parents se sont précipités pour inscrire leurs enfants. Mais hélas, la bonne nouvelle a vite été assombrie par des rumeurs selon lesquelles des directeurs d'école refusaient des élèves, et par le spectre des « masses » submergeant un système éducatif déjà fragile.

Plus d'un million de nouveaux élèves se seront aujourd'hui dans les salles de classe, ce dont on peut se réjouir. Mais l'aide extérieure sur laquelle comptait le Kenya n'a pas été entièrement versée. Comme le souligne Andiwo Obondoh de la Campagne mondiale pour l'éducation, structure qui milite pour la gratuité de l'enseignement primaire en Afrique orientale et méridionale, « l'abolition des droits de scolarité a eu lieu dans la plus grande euphorie mais avec peu de préparation. »

La vague africaine

Ce désordre n'est qu'un rite de passage dans l'évolution, courageuse mais tumultueuse, vers la gratuité de l'enseignement primaire. Il s'est manifesté à des degrés divers au Malawi, premier pays à sauter le pas en 1994, puis en Ouganda en 1997, au Cameroun en 1999, en Tanzanie en 2001, et en Zambie en 2002. Des pays dont l'expérience sert désormais de base de réflexion chaque fois que la question de la gratuité est abordée. Leurs progrès et leurs faux pas sont une référence précieuse pour d'autres pays d'Afrique comme pour des pays où les droits de scolarité restent élevés, tels le Bhoutan, le Cambodge, l'Inde, le Népal, le Pakistan, la Papouasie-Nouvelle-Guinée ou le Laos.

Membre de l'équipe chargée du rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous,



gratuite, à quel prix ?

nement primaire, un certain nombre de pays ont vu s'exprimer une forte demande en les experts rêvaient de mettre à profit. Des millions d'enfants ont ainsi fait leur entrée à l'école. classes surpeuplées ? Garantir l'accès à l'éducation tout en préservant la qualité de l'enseignement, aujourd'hui.

Steve Packer se trouvait au Malawi lorsque le gouvernement a décrété la gratuité totale de l'enseignement : « Les effectifs sont montés en flèche, passant de 1,9 à 3,2 millions d'enfants en trois mois. Certaines personnes ont estimé que c'était une pure folie étant donné l'état catastrophique du système avant même cette mesure. Elles n'avaient pas totalement tort mais, du point de vue des droits de l'homme, peut-on priver des millions d'enfants de toute forme d'éducation, même de piètre qualité ? »

L'UNESCO, qui défend depuis longtemps le droit à l'éducation, répond par la négative de façon catégorique : « L'UNESCO pense qu'il vaut mieux faire respecter le principe de gratuité de l'enseignement primaire, quitte à s'attaquer énergiquement au problème de la qualité suscitée par l'explosion des effectifs, plutôt que de rationner l'accès à l'éducation en exigeant des droits », affirme John Daniel, Sous-Directeur général pour l'éducation jusqu'en mai 2004 (voir l'édito).

Changement de cap

Tandis que l'UNESCO se concentre sur l'aspect législatif et politique du problème, l'UNICEF a choisi une approche concrète et même campagne pour la gratuité complète de l'enseignement primaire en Afrique. « Deux événements nous ont conduit à intensifier nos efforts, explique Cream Wright, directeur de l'éducation à l'UNICEF. Nous avons d'abord constaté à plusieurs reprises que l'élimination des droits de scolarité fait bondir la demande en matière d'éducation. En négatif, le sida laisse un cortège d'orphelins tout en dévastant les communautés et les familles élargies qui aidaient les enfants pauvres à suivre une scolarité. Sans une intervention vigoureuse, un nombre croissant d'enfants n'aura aucune chance d'aller à l'école. »

Même la Banque mondiale s'est mise de la partie, opérant un virage à 180° pour encourager les pays à progresser vers la gratuité.

On se souvient qu'elle prônait le « recouvrement des coûts », formule incantatoire martelée à partir de la fin des années 1980 lorsqu'elle exigeait des Etats demandeurs d'aide qu'ils monnaient des « services » éducatifs tels que les manuels scolaires. Aujourd'hui, Robert Prouty, spécialiste principal pour l'éducation auprès de la Banque mondiale, veut venir en aide aux gouvernements pour qu'ils suppriment ces mêmes prélèvements.

Selon Robert Prouty, la Banque a été prise au dépourvu par le mouvement africain en faveur de la gratuité. Pour les spécialistes de l'éducation, les gouvernements ont fait preuve d'une audace historique et ont donné libre cours à des aspirations que les experts avaient rêvé, mais rêvé seulement, de mettre à profit. La Banque mondiale a d'abord fait preuve de scepticisme, puis la stupeur a prédominé : « On n'aurait jamais imaginé cela voici dix ans. Ces pays ont réussi du jour au lendemain un véritable exploit en faveur de l'éducation pour tous », commente Robert Prouty.

L'essor de la fréquentation scolaire a aussi démontré ce que des organisations comme l'UNESCO et l'UNICEF n'ont cessé de clamer depuis des dizaines d'années : l'école payante bafoue le droit à l'éducation des enfants pauvres. A la Banque, on tente de nuancer l'argument en rappelant l'existence de programmes de bourses et de dérogations, destinés à éviter que l'argent soit un obstacle à la scolarité. « En fait, reconnaît Robert Prouty, ces programmes ont été mis en œuvre de manière très inégale. »

Officiellement, la Banque mondiale « n'est pas favorable » aux droits de scolarité ; certains experts, comme Robert Prouty, vont plus loin et militent pour que les Etats éliminent l'ensemble des contributions exigées dans le cadre scolaire, en particulier en

“ Je passe mes journées à mendier pour que nous ayions de quoi manger. Nous sommes venus de Mariakani à Mombasa parce que nous n'avons rien à manger. Je ne connais pas mon père. J'aimais mieux chez nous. J'ai été une seule fois à la maternelle, après on n'a plus eu d'argent. J'aimerais bien aller à l'école. ”

Source : Campagne mondiale pour l'éducation



Koki dans la rue à Mombasa, au Kenya.

Afrique. Riches ou pauvres, les gouvernements imposent généralement une kyrielle de participations financières : achat ou emprunt des manuels, uniformes obligatoires, examens, contributions communautaires versées par le village ou le quartier aux autorités qui gèrent l'enseignement pour le district ou la province, etc.

Des frais « imprévus »

A en croire une enquête de 2001 menée par la Banque mondiale dans 79 pays, l'Algérie et l'Uruguay seraient les seuls pays à offrir une scolarité totalement gratuite. Ailleurs, un tiers environ des contributions perçues s'avèrent « non officielles » ou illégales car elles ne sont pas en conformité avec la législation ou la constitution (voir encadré p. 7). S'y ajoutent les coûts indirects, comme le transport : au Cambodge par exemple, ils représentent 21 % du budget que les ménages consacrent à l'éducation. Les familles les plus pauvres doivent en outre supporter le manque à gagner d'un enfant qui aurait pu travailler au lieu d'aller en classe.

Il faut aussi compter avec les frais « imprévus », que détaille un rapport récent du DFID¹, l'agence britannique d'aide internationale. Ce rapport analyse l'attitude des familles les plus pauvres face au coût de l'enseignement primaire dans des villes et des villages de six pays, Bangladesh, Kenya, Népal, Ouganda, Sri Lanka et Zambie, dont les lois garantissent la gratuité scolaire. →

L'école gratuite, à quel prix ?



Ana Pacheco à Sotzil, au Guatemala.

Le père d'Ana, Pedro Hu Pacheco, vit à Sotzil, au Guatemala. Il a onze enfants.

“ Un seul de mes enfants est à l'école. Les autres doivent travailler pour nous faire vivre. J'ai arrêté l'école primaire au bout de quatre ans. Sans éducation, les gens restent ignorants et ne peuvent pas défendre leurs droits. ”

Source : Campagne mondiale pour l'éducation

n'est pas à la hauteur de leurs attentes, les parents renoncent à faire des sacrifices pour payer l'école.

Ainsi, lorsque l'Ouganda a instauré la gratuité de l'enseignement primaire en 1997, le taux net de scolarisation s'est envolé à 84 %, avant de retomber à 76 % en 2000. Selon certains experts, la faute en revient au piètre niveau de l'enseignement, problème sur

lequel se penchera l'édition 2005 du *Rapport mondial de suivi sur l'EPT*. Steve Packer note une progression des taux d'abandon, généralement un ou deux ans après l'instauration de la gratuité. « Est-ce dû au fait qu'avec la gratuité, on obtient des classes de 100 élèves étudiant sans manuels et avec des enseignants qui ne savent pas gérer une telle situation ? En outre, les familles les plus pauvres ne peuvent se priver longtemps du travail de leurs enfants. »

S'il est encore trop tôt pour tirer des conclusions définitives, des experts comme Mary Pigozzi, directrice de la Division de la promotion de la qualité de l'éducation à l'UNESCO, s'inquiètent de voir certains pays favoriser la scolarisation à tout prix, sans l'accompagner de mesures de maintien des élèves à l'école : « Trop de gens pensent que l'accès à l'éducation passe avant la qualité de l'enseignement. D'accord, il faut mettre des écoles en route le plus vite possible. Mais il faut le faire en pensant aux besoins futurs et aux attentes des élèves. La qualité a un prix mais on ne peut en aucun cas y renoncer. »

Cette question a déclenché des examens de conscience dans des pays comme l'Afrique du Sud. Comment la « nation arc-en-ciel » ose-t-elle faire payer l'accès à l'éducation primaire ? Tout simplement parce qu'elle n'a pas les moyens nécessaires pour accueillir plus d'élèves tout en conservant un bon niveau d'enseignement. L'Inde est également aux prises avec un amendement de la constitution qui institue l'éducation gratuite et obliga-

toire jusqu'à 14 ans. A court d'argent, les écoles n'en continuent pas moins de demander aux familles de payer l'enseignement et les manuels.

De l'Amérique latine à l'Asie orientale, les gouvernements sont unanimes : impossible d'instaurer la gratuité sans remettre en cause la qualité de l'enseignement. Même les pays de l'ancien bloc communiste, autrefois intransigeants sur le droit à une éducation gratuite, ont dû revenir sur ce principe. Qu'on s'en réjouisse ou pas, les contraintes budgétaires sont là. Mais l'argument de la qualité a une tout autre teneur lorsqu'il est brandi par les agences d'aide bilatérale pour s'opposer à la gratuité. « La qualité est un bien mauvais prétexte pour justifier la réduction de l'aide internationale en faveur de l'éducation », s'insurge Katarina Tomasevski, nommée en 1998 premier rapporteur spécial sur le droit à l'éducation par la Commission des droits de l'homme de l'ONU.

Aider les Etats

Selon elle, l'insuffisance des financements tient moins à un souci d'économie de la part des donateurs qu'à l'absence de consensus international sur la nécessité de garantir un enseignement primaire gratuit : « Prenez les Objectifs du millénaire pour le développement : pas un mot sur la gratuité de l'enseignement ! Certes, le Cadre d'action de Dakar insiste sur la gratuité de l'école primaire. Mais on est déçu de voir que des engagements antérieurs en faveur de l'éducation de base ont été redéfinis pour recouvrir la notion d'enseignement primaire, qui ne dure que trois ans dans certains pays comme l'Angola. »

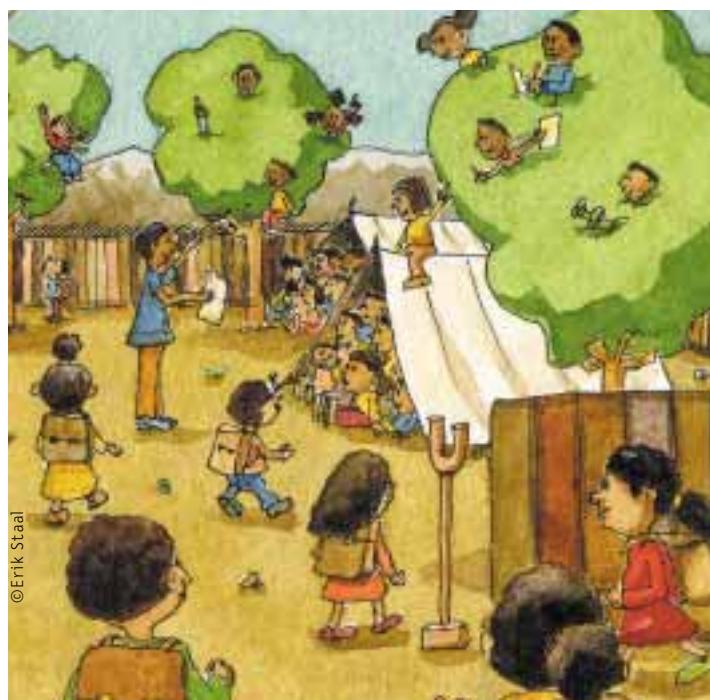
→ Le cas de l'Ouganda, champion de la gratuité, est le plus surprenant. En effet, les parents continuent d'acquiescer différentes contributions officielles, tout en subvenant à des dépenses « imprévues » comme l'enterrement d'un enseignant, les fêtes de fin d'année, la construction de salles de classe ou les appels téléphoniques. Lorsqu'on leur demande pourquoi leurs enfants quittent l'école, 48 % des parents répondent qu'ils n'ont pu faire face aux frais. Après la nourriture, c'est l'école qui pèse le plus lourd dans le budget des ménages en Ouganda (ainsi que dans les autres pays, à l'exception du Népal?).

Si l'Ouganda n'avait pas aboli les droits de scolarité pour le primaire, aurait-on quand même demandé aux parents ces participations variées ? « Notre étude, répondent les auteurs du rapport, ne propose pas de réintroduire les droits de scolarité. Mais les gouvernements doivent se rendre compte que l'instauration de la gratuité peut contraindre les écoles à imposer d'autres contributions (monétaires ou autres), si bien qu'au bout du compte, les parents déboursent autant, voire plus. »

Dans tous les pays étudiés, les auteurs ont constaté que les ménages devaient, d'une façon ou d'une autre, se serrer la ceinture pour continuer à financer l'éducation de leurs enfants : au Kenya par exemple, certains parents sautent des repas, tandis qu'au Sri Lanka, ils retardent le moment de se soigner.

Garantir la qualité

Dans tous les groupes étudiés, la qualité de l'enseignement est déterminante aux yeux des parents. Toutes les familles pauvres se disaient prêtes à déboursier un peu plus pour ce qu'elles percevaient comme un « bon » enseignement. A l'inverse, lorsque le niveau



© Erik Staal

→ Parmi les gouvernements qui ont pris l'initiative d'instaurer la gratuité, aucun n'a reçu de promesses fermes lui permettant d'espérer une aide généreuse et une renégociation de sa dette, constate encore Katarina Tomasevski.

Financements accélérés

C'est à ce niveau que la Banque mondiale s'efforce d'intervenir grâce à son Initiative accélérée de financement, sans doute le plus important mécanisme de financement de l'Éducation pour tous. Peuvent en bénéficier les pays dont le plan d'action est officiellement considéré comme « crédible ». Consciente des dommages causés par les conditions draconiennes de ses programmes d'ajustement structurel, la Banque évite d'imposer des critères trop rigides pour l'attribution d'une aide ; elle s'appuie sur un ensemble d'indices basés sur les caractéristiques générales des pays qui ont progressé sur la voie de l'éducation pour tous. Un plan crédible doit par exemple viser l'affectation de 50 % du budget de l'éducation à l'enseignement primaire ; ou encore, le salaire moyen des enseignants ne doit pas excéder 3,5 fois le PNB par habitant, une exigence d'ailleurs sujette à controverse.

Ces points de repère sont supposés inspirer confiance aux donateurs. Les agences d'aide ne contribuent plus à des projets spécifiques mais au plan d'ensemble de développement de l'enseignement primaire. C'est là un tournant majeur pour la Banque mondiale, qui évitait jusqu'alors de prendre en charge des dépenses de fonctionnement telles que les salaires des enseignants.

« Je pense que l'Initiative accélérée permettra de voir beaucoup plus clairement si l'aide va au bon endroit, estime Steve Packer. Mais je doute fort qu'elle puisse mobiliser les sommes importantes attendues aujourd'hui par les pays en développement. » D'après le rapport de suivi de l'EPT, il faudrait chaque année quelque 5,6 milliards de dollars pour généraliser l'enseignement primaire et réaliser la parité entre les sexes.

Que les financements arrivent ou non, les pays se pressent aux portes de l'Initiative accélérée ; les heureux élus, au nombre de 18, devraient être plus de 40 l'an prochain.

Partenaire de l'Initiative, l'UNESCO intervient à ce stade en conseillant les gouverne-

Toute la palette des frais de scolarité

Selon une enquête de la Banque mondiale réalisée en 2001*, la gamme des redevances variées demandées aux familles dans le cadre scolaire varie considérablement d'une région du monde à l'autre. En Afrique, les contributions communautaires sont la pratique la plus courante (elles existent dans 81 % des pays étudiés), suivies par l'uniforme (48 %) et les droits de scolarité (41 %).

Les écoles demandent de façon officielle une participation aux familles dans l'ensemble des économies de transition d'Europe et d'Asie centrale, en rupture totale avec la gratuité ardemment défendue par les anciens régimes communistes. Les droits de scolarité sont par contre presque inconnus en Amérique latine, sauf en Colombie. Les manuels sont payants dans une minorité de pays étudiés (29 %) ; les frais liés aux uniformes obligatoires (dans 76 % des pays) et aux contributions communautaires (65 %) constituent par contre la norme.

Dans la plupart des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, le droit à un enseignement gratuit est garanti par la constitution. Des droits de scolarité continuent pourtant d'être exigés en Égypte, en Jordanie, en Tunisie et au Yémen. Plus de la moitié des pays imposent en outre des contributions communautaires et font payer les manuels.

Les cours privés sont très répandus en Asie du Sud, où le Bhoutan, l'Inde, le Népal et le Pakistan prélèvent des droits de scolarité, bien qu'ils ne soient légalement prévus qu'au Bhoutan et au Pakistan. Les manuels sont payants et les familles doivent verser des contributions communautaires dans plus de la moitié des pays de la région.

Quant à l'Asie orientale et au Pacifique, uniformes obligatoires et contributions communautaires sont la règle dans 80 % des pays ; les manuels sont payants dans 70 % des États. La scolarité est payante en Indonésie, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux îles Salomon, ainsi qu'en Chine et au Viêt Nam.

Tous ces frais représentent jusqu'à 20 % des dépenses d'éducation, voire 30 % en Afrique et même 40 % dans la Communauté des États indépendants et dans les pays d'Europe de l'Est.

* *User Fees in Primary Education* de Raja Bentaouet et Nicholas Burnett

ments sur les politiques à adopter. C'est là le rôle d'experts comme Abby Riddell, spécialiste de programme pour la planification de l'éducation. Tout en louant l'initiative de la Banque mondiale, elle souligne l'envers de la réussite. Jusqu'alors, les donateurs s'intéressaient aux détails d'un projet avant d'accorder leur aide. « Maintenant, dit-elle, ils sont pratiquement obligés de cautionner les politiques publiques des pays les plus dépendants de l'aide extérieure pour que les financements soient attribués. Mais cela peut mettre en péril la qualité de l'éducation. »

Le poids de l'aide internationale

Abby Riddell cite le Malawi, le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie et la Zambie, « cinq pays qui ont des approches similaires de l'éducation mais dont les situations diffèrent radicalement. » L'Ouganda est parvenu à supprimer les droits de scolarité en partie grâce à une longue tradition de décentralisation, avec des conseils d'établissements scolaires réellement représentatifs. La Zambie, qui a mis en œuvre les mêmes réformes, n'a pu compter sur ce type de soutien.

Abby Riddell évoque aussi le cas du Zimbabwe, qui a mis en place un enseignement primaire gratuit dès son indépendance, en 1980. Mais cinq ans plus tard, le gouvernement réintroduisait les droits de scolarité, beaucoup de parents ayant opté pour le privé. Aujourd'hui, les choses ont changé dans la mesure où ces pays ont désormais leur place à la table où se négocie l'aide internationale.

Pour bon nombre d'États, le défi consiste à mettre en place des systèmes scolaires qui aient d'autres ambitions que celle de rattraper les pays industrialisés. Pour ce faire, les ministres de l'Éducation devront maîtriser la « pensée budgétaire » des agences d'aide internationale, afin de financer un enseignement de qualité dont chaque État définira lui-même la teneur. ●

1. *Reaching the Poor – The Costs of Sending Children to School*, de Siobhan Boyle, Andy Brock, John Mace et Mo Sibbons, Department for International Development, août 2002.

2. A cause des hivers rigoureux, les dépenses d'habillement passent au Népal avant les dépenses scolaires.

De l'éducation comme vaccin

Selon les experts, un bon niveau d'éducation constitue la meilleure arme contre la propagation du VIH.

Un rapport de la Campagne mondiale pour l'éducation et une nouvelle initiative de l'UNESCO et de l'ONUSIDA le rappellent : il est urgent de donner aux plus vulnérables une éducation salvatrice face au VIH/sida. L'étude récente de la Campagne mondiale portant sur l'éducation et le VIH/sida, intitulée *Learning to Survive: How Education for all Would Save Millions of Young People from HIV/AIDS*, estime que la généralisation de l'enseignement primaire pourrait éviter la contamination de 700 000 jeunes par an, voire plus, soit sept millions d'enfants épargnés en dix ans.

On prend conscience aujourd'hui que la lutte contre l'épidémie passe par de multiples approches mais, dit le rapport, on continue à sous-estimer l'importance de l'enseignement général. Si les campagnes et les conseils ciblés ont un impact, c'est seulement auprès des personnes avec un niveau d'études correspondant au moins à la fin du primaire. En effet, l'éducation de base donne confiance en eux-mêmes aux jeunes, une confiance nécessaire pour agir en fonction des informations dont ils disposent et refuser les rapports non protégés.

« On commence à comprendre qu'en assurant aux enfants une éducation d'une durée et d'une qualité suffisantes, on crée les conditions pour que la prévention influe sur les comportements. Et l'on sauve des vies supplémentaires en intégrant l'information et la sensibilisation dans les programmes scolaires, explique Ben Phillips d'Oxfam, un des auteurs du rapport. A l'inverse, si l'on se contente d'injecter quelques cours de prévention dans des systèmes scolaires médiocres, ça ne fonctionnera pas. Il n'existe pas de solution facile. »

En matière de prévention,

beaucoup de pays semblent traîner les pieds : dans le monde, environ 40 % des Etats ne proposent pas de cours sur le VIH/sida dans le cadre scolaire.

Une stratégie globale

Le rapport indique que les jeunes peu ou pas scolarisés sont 2,2 fois plus exposés au risque d'être infectés que ceux qui ont achevé le cycle primaire. C'est le cas en particulier des jeunes femmes, parmi lesquelles le VIH se propage plus rapidement que dans d'autres groupes. Selon une étude de l'ONU réalisée dans 32 pays, les femmes alphabétisées sont quatre fois plus susceptibles de savoir comment éviter la contamination. Dispenser un enseignement primaire de qualité à chaque enfant est un objectif réaliste, puisque son coût n'excède pas 100 dollars par an et par enfant.

Pour leur part, l'ONUSIDA et l'UNESCO ont lancé une initiative mondiale, intitulée

« Une génération sans sida en moins d'une génération », destinée à renforcer l'éducation préventive. Koïchiro Matsuura, directeur général de l'UNESCO, la définit comme « un effort concerté pour aider les pays à élaborer une réponse rapide à grande échelle ». Elle est conçue pour compléter l'initiative « 3 par 5 » de l'OMS et de l'ONUSIDA, qui vise à fournir un traitement antirétroviral à trois millions de personnes dans les pays en voie de développement d'ici 2005. Lancée en mars 2004, l'initiative de l'ONUSIDA et de l'UNESCO associe traitement et prévention au sein d'une stratégie globale. Un de ses points forts sera la mise au point d'un kit pédagogique adaptable à différents pays et contextes ; celui-ci sera testé au cours des deux ans à venir dans dix pays choisis parmi les plus durement touchés par l'épidémie.

Sites Internet : www.unesco.org/aids et www.campaignforeducation.org

3 questions à Gudmund Hernes

Directeur et coordonnateur des programmes VIH/sida de l'UNESCO

1 Pourquoi un nouveau mécanisme de lutte contre le VIH/sida ?

L'Initiative mondiale pour une génération sans sida a été lancée à la suite de l'échec écrasant de la prévention. En 2003, cinq millions de personnes ont été infectées et viendront donc s'ajouter aux malades qui ont besoin d'un traitement à vie pour ne pas mourir. Car il n'existe ni soin permettant de guérir la maladie ni vaccin. Seule la prévention marche : des études réalisées en Ouganda montrent qu'elle peut avoir le même effet qu'un vaccin efficace à 80 %.

2 Comment s'articulent l'initiative « 3 par 5 » de l'OMS et de l'ONUSIDA et ce nouveau programme ?

Le dépistage devient intéressant lorsqu'on peut obtenir un traitement, c'est le premier pas vers les soins. L'initiative « 3 par 5 » offre un espoir là où il n'y en avait pas. Aujourd'hui, ce serait vraiment dommage de ne pas associer la prévention et le traitement dans une approche complémentaire.

3 Selon la Campagne mondiale pour l'éducation, environ 40 % des Etats dans le monde n'ont pas encore inscrit le sida dans les programmes scolaires. Comment expliquez-vous cela ?

C'est du déni (« Ça n'arrive qu'aux autres ») associé à un manque d'imagination et d'esprit d'initiative, tous deux bien nécessaires pour concevoir des programmes informatifs et attrayants. Curieusement, il existe des populations où la moitié des jeunes de 15 ans ont déjà eu des relations sexuelles mais où leurs parents ne peuvent pas en parler avec eux. Le sexe est un tabou à peu près partout dans le monde, alors qu'il s'agit du premier mode de transmission du VIH. Les enseignants doivent être formés, et ils ont besoin pour cela du soutien de professionnels, de jeunes médecins par exemple, pour leur montrer comment enseigner sans rougir. On peut aussi faire passer le message grâce à d'autres supports, comme la télévision et la vidéo.

Un million de lobbyistes



Des enfants libanais se dirigent vers le Parlement.

Plus d'un million de personnes de 110 pays ont participé au Grand Lobby, la manifestation de la Semaine de l'Éducation pour tous, axée cette année sur les quelque 100 millions d'enfants privés d'éducation.

Un peu partout dans le monde, des écoliers, des gamins des rues et des enfants handicapés ont présenté leurs revendications devant les parlements nationaux, soutenus par des parents, des enseignants, des élus, des ministres de l'Éducation et des chefs d'État.

Les gouvernements ont réitéré leurs engagements et entrepris de nouvelles actions. Les Philippines ont lancé une initiative en faveur de l'éducation pour les enfants des familles pauvres ; le ministre de l'Éducation kenyan a promis de donner des instructions pour que les écoles acceptent les enfants dépourvus d'uniforme ; le ministre camerounais s'est engagé à scolariser toutes les filles. Le Royaume-Uni a annoncé qu'il verserait une contribution de 21 millions de dollars à l'Initiative accélérée de financement et le nouveau gouvernement indien a promis de doubler ses dépenses en matière d'éducation pour les porter à 6 % du PNB.

La campagne 2004 ne s'est pas arrêtée là. A la veille du sommet du G8, NetAid, une organisation à but non lucratif qui fait un travail de sensibilisation à l'extrême pauvreté, a exhorté le groupe des huit à faire de l'éducation pour tous une réalité : « Pour l'instant, les pays riches n'ont pas honoré leurs engagements, ils n'ont pas fait leur part du travail », a rappelé David Morrison, président de NetAid.

Pour en savoir plus sur la Semaine de l'éducation : www.unesco.org/education/efaweek2004
www.campaignforeducation.org ; www.netaid.org

Pleins feux sur les ados

Une des retombées des actions en faveur de l'éducation pour tous est l'augmentation, constante ces dernières années, du nombre d'enfants qui accèdent à l'enseignement secondaire. Ainsi, en 2000-2001, le taux net de scolarisation dans le secondaire a progressé de 19 % en moyenne dans 20 pays pauvres.

Qu'apprennent les jeunes dans ces classes ? Cette formation est-elle vraiment utile à leur parcours professionnel ou à leurs études futures ? C'est à ces questions que tentera de répondre la Conférence internationale sur l'éducation, qui se réunira à Genève du 8 au 11 septembre, sur le thème « Une éducation de qualité pour tous les jeunes : défis, tendances et priorités ». Plus de 100 ministres de l'Éducation sont attendus.

« L'enseignement secondaire actuel est basé sur un modèle inventé il y a 150 ans par les sociétés occidentales, estime Cecilia Braslavsky, directrice du Bureau international d'éducation qui organise la conférence. Il n'est ni adapté au monde

d'aujourd'hui, ni financièrement viable. » Très naturellement, les adolescents veulent apprendre pour développer leurs capacités, vivre mieux, entrer dans la vie active et prendre part au développement économique. « Toutefois, ajoute Cecilia Braslavsky, leur temps est accaparé par d'innombrables disciplines qui fragmentent le savoir et leur laissent peu de loisir pour apprendre à apprendre, à faire, à être et à vivre en paix. »

Les enseignants ont un rôle essentiel à jouer pour répondre aux besoins éducatifs très divers des adolescents. Les débats de la conférence porteront entre autres sur les façons d'aider les professeurs à être des auxiliaires de l'apprentissage plutôt que des pourvoyeurs de connaissances. La conférence se clôturera par l'adoption d'un communiqué et de propositions d'action.

Contact : Cecilia Braslavsky, directrice du Bureau international d'éducation
e-mail : conference@ibe.unesco.org
site Internet : www.ibe.unesco.org

Autour du monde

→ Dans son premier rapport annuel paru en avril, l'initiative Gouvernance mondiale du Forum économique mondial conclut que les gouvernements, les organisations internationales, les entreprises et la société civile n'accomplissent qu'un tiers du travail nécessaire pour réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement.

→ Une consultation nationale sur l'éducation pour tous a réuni du 21 au 24 avril à Luanda, en Angola, 350 représentants de gouvernements, parlementaires, consultants, membres de la société civile et ONG. 26 recommandations pour atteindre les objectifs de l'EPT ont été adoptées.

→ Le bureau de l'UNESCO à Santiago a lancé officiellement l'édition 2003 du rapport régional de suivi sur l'éducation pour tous, le 19 avril lors d'une conférence de presse à Santiago, au Chili.

→ La troisième réunion annuelle du Forum de l'éducation d'Asie centrale s'est tenue le 12 mai à Tachkent, en Ouzbékistan. Représentants des gouvernements, donateurs, ONG et universitaires ont débattu de l'égalité entre les sexes dans l'éducation. L'édition 2003-2004 du *Rapport mondial de suivi sur l'EPT*, consacrée à ce thème, a été lancée en Asie centrale à cette occasion.

→ Dix pays d'Asie du Sud-Est ont signé la Déclaration de Bangkok sur l'éducation lors du forum ministériel du 26 mai, s'engageant ainsi à améliorer l'accès à l'enseignement et sa qualité, par la mise en place d'environnements d'apprentissage accueillants. Le forum était convié par l'Organisation des ministres de l'Éducation de l'Asie du Sud-Est (SEAMEO), l'UNESCO et l'UNICEF.

→ Les ministres de l'Éducation réunis du 1^{er} au 3 juin au Caire, en Égypte, pour la conférence régionale arabe sur l'éducation pour tous, ont adopté la déclaration du Caire par laquelle ils réaffirment leur engagement en faveur d'un enseignement de qualité et de la création de centres d'excellence. Les ministres ont mis l'accent sur la formation des enseignants, l'élaboration des programmes, l'évaluation et l'encadrement de la petite enfance.

Les droits des enfants malmenés par la loi

Dans des dizaines de pays, les enfants voient leur droit à l'éducation gravement menacé du fait de lois contradictoires qui, tout en décrétant que l'école est obligatoire, considèrent les enfants comme aptes à travailler, à se marier ou à faire de la prison.

Telle est la conclusion d'un rapport en anglais intitulé *At What Age... are Children Employed, Married and Taken to Court* (« à quel âge les enfants sont-ils employés, mariés et poursuivis en justice »), publié par le Bureau international d'éducation de l'UNESCO et Right to Education Project, un programme de recherche sur les droits de l'homme.

« Il n'est pas rare que, dans le même pays, les enfants soient tenus d'aller à l'école jusqu'à 14 ou 15 ans tandis que d'autres lois permettent de les faire travailler beaucoup plus jeunes, de les marier à 12 ans et de les tenir pour pénalement responsables dès l'âge de sept ans ! », s'indigne Angela Melchiorre, spécialiste des droits de l'enfant et auteur du rapport.

Autre constat, la scolarisation des enfants n'est nullement obligatoire dans au moins 25 pays du monde : 10 se trouvent en Afrique subsaharienne, six en Asie orientale et dans le Pacifique, quatre dans les Etats arabes, trois en Asie du Sud et de l'Ouest et deux en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Seulement 45 des 158 pays étudiés font correspondre l'âge de la fin de la scolarité obligatoire et l'âge minimum requis pour travailler. Dans 36 pays, les enfants peuvent être employés à plein temps tout en étant tenus de suivre une scolarité à plein temps. 21 pays illustrent l'autre extrême : à l'issue de leur scolarité obligatoire, les enfants doivent attendre au moins un an, et parfois trois, avant d'être légalement autorisés à travailler. « Garantir un enseignement obligatoire et éliminer le travail des enfants sont donc deux objectifs inextricablement liés », conclut le rapport.

Contact : Angela Melchiorre
e-mail : am@right-to-education.org
site Internet : www.right-to-education.org



Sa place est à l'école.

Universitaires sans frontières

Afin d'encourager la coopération internationale dans l'enseignement supérieur, l'UNESCO se prépare à lancer un projet baptisé « Universitaires sans frontières ». Solidarité, partage et bénévolat sont les grands principes de cette initiative, qui permettra de mettre en place des enseignements ouverts pour des groupes de pays et de constituer deux équipes : une équipe bénévole de spécialistes et d'universitaires de haut niveau qui aideront les universités à renforcer leurs programmes de recherche et d'enseignement ; et une équipe apte à intervenir rapidement auprès de pays sortant d'une crise, afin d'aider ceux-ci à répondre aux besoins en matière d'enseignement supérieur, ce qui permettrait d'accélérer le retour à une situation normale.

L'idée du projet figurait parmi les recommandations de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur de 1998, et du Forum mondial des Chaires UNESCO de novembre 2002.

Contact : Winsome Gordon, UNESCO Paris
e-mail : w.gordon@unesco.org

L'éducation par les chiffres

Partout dans le monde, les enfants passent plus de temps qu'autrefois à l'école. Mais la situation varie beaucoup d'un pays ou d'une région à l'autre : un enfant finlandais, néo-zélandais ou norvégien peut compter sur plus de 17 ans d'études, presque le double de ce qu'il pourrait espérer au Bangladesh ou en Birmanie et quatre fois plus qu'au Niger ou au Burkina Faso.

Le nombre d'années qu'un enfant peut espérer passer sur les bancs de l'école constitue l'un des indicateurs que vient de publier l'Institut de statistique de l'UNESCO dans l'édition 2004 de son *Recueil de données mondiales sur l'éducation*. Le recueil indique que les enfants d'Europe, d'Amérique du Sud et d'Océanie font les études les plus longues, soit plus de 12 ans en moyenne, primaire et secondaire confondus. Les enfants d'Amérique du Nord les suivent de près avec 11 ans de scolarité, puis vient l'Asie, avec une moyenne de neuf ans, et l'Afrique, avec sept ans et

deux ans de scolarité par enfant en 2001-2002, qui affiche l'espérance de vie scolaire la plus faible.

Le rapport met en évidence le lien entre ces chiffres et la richesse nationale mais il montre aussi qu'un PIB faible ne constitue pas un obstacle aux progrès : le Vietnam, le Lesotho, l'Ouzbékistan et la Bolivie affichent un revenu par habitant semblable à celui de Djibouti ou de l'Angola, mais offrent à leurs enfants une scolarité deux fois plus longue (en moyenne 10 ans au lieu de cinq).

Le *Recueil de données mondiales sur l'éducation* fournit des chiffres détaillés sur l'éducation dans le monde, de la maternelle à l'université ; il se penche aussi sur les enseignants, les budgets et les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs internationaux et, au niveau national, dans la mise en place de l'enseignement obligatoire. Disponible à l'adresse Internet suivante : www.uis.unesco.org.

Contact : Albert Motivans, UIS
E-mail : a.motivans@unesco.org

Prix d'alphabétisation

Décernés à des programmes qui se distinguent par leur efficacité, les prix internationaux d'alphabétisation de l'UNESCO (prix de l'Association internationale pour la lecture et deux prix Roi Sejong) ont récompensé cette année des projets mis en œuvre à Maurice, au Brésil et en Chine, projets qui ont contribué à promouvoir l'égalité entre les sexes.

Le prix d'alphabétisation de l'Association internationale pour la lecture est allé à L'Edikasyon pu travayer, une organisation non gouvernementale mauricienne dont le programme d'alphabétisation des adultes se soucie plus particulièrement des femmes, du contexte culturel et de l'utilisation des langues maternelles.

Les prix Roi Sejong ont été décernés à Alfabetização Solidária, ou AlfaSol, qui a lancé au Brésil un programme d'alphabétisation destiné à quatre millions d'adultes analphabètes, et au Groupe de pilotage de l'alphabétisation pour la province de Qinghai, en Chine, qui a répondu aux besoins des femmes, de minorités ethniques et d'une population isolée.

Les lauréats recevront les prix le 8 septembre, à l'occasion de la Journée internationale de l'alphabétisation.

Contact : Namtip Aksornkool, UNESCO Paris
e-mail : n.aksornkool@unesco.org

Un indice pour la jeunesse brésilienne

Le bureau de l'UNESCO à Brasilia a mis au point un indice de développement de la jeunesse afin d'évaluer les conditions de vie des jeunes. Cet instrument pourrait servir aux gouvernements intéressés pour définir les mesures à prendre afin d'améliorer le quotidien des jeunes. L'indice a été élaboré sous la direction du sociologue argentin Julio Jacobo Waiselfisz, qui coordonne l'antenne de l'UNESCO à Recife, au Brésil.

L'indice intègre différentes données telles que le niveau d'alphabétisation, le nombre d'élèves dans le secondaire et le supérieur, la qualité de l'enseignement mais aussi le taux de mortalité et le revenu des foyers. Il a été utilisé pour la première fois dans le rapport 2003 sur le développement de la jeunesse, que vient de publier le bureau de l'UNESCO à Brasilia, rapport qui présente les politiques publiques en faveur des jeunes menées dans les 27 Etats brésiliens.

Contact : Jorge Werthein, UNESCO Brasilia
e-mail : j.werthein@unesco.org

JUILLET

28 juin – 2 juillet

Atelier pour les coordonnateurs de l'Éducation pour tous dans les pays africains francophones • Organisé par l'UNESCO, l'Agence gouvernementale de la francophonie et la Conférence des ministres de l'Éducation des pays ayant le français en partage (CONFEMEN) Dakar, Sénégal
Contacts : Benoît Sossou et Thierry Kpehor, UNESCO Dakar, b.sossou@unesco.org et t.kpehor@unesco.org

30 juin – 7 juillet

Réunion du Groupe consultatif interinstitutions sur la réforme de l'enseignement secondaire et les politiques en faveur de la jeunesse Organisé par l'UNESCO • Paris, France
Contact : Sonia Bahri, UNESCO Paris, s.bahri@unesco.org

7-8

1^{er} séminaire de recherche régional pour l'Afrique Organisé par l'UNESCO et le ministère ougandais de l'Enseignement supérieur, de la science et de la technologie • Kampala, Ouganda
Contact : Maria Lindqvist, UNESCO Paris, m.lindqvist@unesco.org

19 et 21

Première réunion de l'équipe internationale de personnes ressources pour la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation Organisé par l'UNESCO • Paris, France
Contact : Maria Malevri, UNESCO Paris, m.malevri@unesco.org

20-21

Groupe de travail sur l'Éducation pour tous Organisé par UNESCO Paris
Contact : Abhimanyu Singh, UNESCO Paris, abh.singh@unesco.org

AOÛT

3-5

Séminaire régional sur l'éducation des populations rurales en Amérique latine • Organisé par l'UNESCO et la FAO • Santiago, Chili
Contact : Mami Umayahara, UNESCO Santiago, efa@unesco.cl

SEPTEMBRE

2-3

1^{er} séminaire de recherche régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes • Organisé par l'UNESCO et l'Université fédérale du Rio Grande do Sul • Porto Alegre, Brésil
Contact : Lamy El Amrani, UNESCO Paris, l.el-amrani@unesco.org

8

Journée internationale de l'alphabétisation

8-10

Congrès international sur la formation des enseignants Organisé par l'UNESCO, le Réseau latino-américain pour la formation des enseignants et l'Université pédagogique nationale Francisco Morazán du Honduras • Copán, Honduras
Contacts : Magaly Robalino Campos (mrobolino@unesco.cl), Anton Korner (akorner@unesco.cl) et Aida Midence (amidence@upnfm.edu.hn), UNESCO Santiago

8-11

Conférence internationale sur l'éducation Organisé par le Bureau international d'éducation • Genève, Suisse
Contact : Cecilia Braslavsky, BIE, conference@ibe.unesco.org

OCTOBRE

5

Journée mondiale des enseignants

25-28

L'apprentissage au service de l'emploi, de la citoyenneté et du développement durable • Organisé par l'UNESCO en collaboration avec le gouvernement allemand • Bonn, Allemagne
Contact : Mohan Perera, UNESCO Paris, m.perera@unesco.org

● **Agencies for International Cooperation in Technical and Vocational Education and Training: A Guide to Sources of Information**, de Julia Maintz. Ce guide, préparé par le Centre international pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (UNESCO-UNEVOC), offre un panorama des aides publiques au développement fournies par 22 pays du Comité d'aide au développement de l'OCDE. L'accent est mis notamment sur l'enseignement et la formation techniques et professionnels et sur la gestion des compétences. Disponible en ligne à l'adresse suivante : www.unevoc.unesco.org/donors



● **Developing Key Competencies in Education: Some Lessons from International and National Experience**, de D. S. Rychen et A. Tiana. Compte tenu de l'attention croissante portée à la qualité de l'enseignement, à la rentabilité économique et sociale des investissements éducatifs et aux défis du monde actuel, quelles sont les compétences qui comptent ? Quelles sont celles qui contribuent au développement durable, à la protection des citoyens, à la cohésion sociale, à la justice et à l'épanouissement des individus ? Des questions auxquelles tente de répondre ce titre de la collection « Etudes en éducation comparative », publiée par

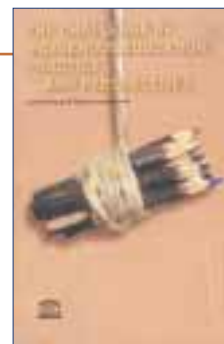
le Bureau international d'éducation. Prix : 9,90 €. Disponible aux Editions UNESCO : www.upo.unesco.org

● **ICT in Education Around the World: Trends, Problems and Prospects**, de Willem J. Pelgrum et Nancy Law. L'introduction des TIC dans un système éducatif est un processus long et complexe qui nécessite certaines réformes du système lui-même. Que doivent savoir les planificateurs de l'éducation désireux d'acclimater les ordinateurs à l'école et de développer les technologies et les enseignements nécessaires ? La brochure répond à ces questions et à bien d'autres. Prix : 12,20 €, Principes de la planification de l'éducation n° 77, IIEP. Disponible auprès des Editions UNESCO : www.upo.unesco.org

● **Eduquer pour un avenir viable. Engagements et partenariats** réunit les actes d'un colloque organisé conjointement par l'UNESCO et le ministère de l'Éducation sud-africain en marge du Sommet mondial sur le développement durable de 2002. Cet ouvrage couvre les nombreuses facettes de l'éducation pour le développement durable : nécessité d'une action globale, possibilité même d'une éducation durable, élimination de la pauvreté, contexte actuel, perspectives nouvelles. Prix : 19,80 €. Disponible aux Editions UNESCO : www.upo.unesco.org

● **Fiches d'information sur l'éducation pour le développement durable**. Ces fiches présentent les principaux concepts et objectifs du développement durable en matière d'agriculture, de biodiversité, d'égalité entre hommes et femmes, de santé, de pauvreté, de gestion de l'eau, etc. Disponible en ligne à l'adresse suivante : www.unesco.org/education/esd

● **The Challenge of Indigenous Education: Practice and Perspectives**, de Linda King et Sabine Schielmann. Les outils pédagogiques offrant une information exacte et objective sur les peuples autochtones, leurs cultures et leurs modes de vie sont trop rares, tandis que les manuels d'histoire présentent souvent ces populations sous un jour négatif. Celles-ci sont généralement tenues à l'écart des décisions concernant l'élaboration des programmes scolaires, le choix des enseignants et des méthodes pédagogiques, la définition des normes. Le présent ouvrage évalue les défis qu'il faudra relever pour apporter aux peuples autochtones un enseignement de qualité qui respecte leurs spécificités. Prix : 19,80 €. Disponible aux Editions UNESCO : www.upo.unesco.org



● **A Guide to Human Rights: Institutions, Standards, Procedures**. Cette publication recense les principaux instruments, procédures et mécanismes de protection des droits de l'homme, ainsi que les grands événements (décennies et conférences internationales, par exemple) et les institutions intervenant dans ce domaine. Cette nouvelle édition revue et augmentée rend compte des évolutions récentes. Riche de quelque 600 entrées, elle est destinée principalement aux éducateurs, aux étudiants, aux militants des droits de l'homme et aux professionnels des médias. Prix : 14,80 €. Disponible aux Editions UNESCO : www.upo.unesco.org

● **Les instituts et les centres de l'UNESCO spécialisés dans l'éducation**. Six instituts et deux centres spécialisés, établis dans différentes parties du monde, aident aujourd'hui les Etats à gérer les problèmes qu'ils rencontrent en matière d'éducation, une action que présente cette nouvelle brochure. Trois instituts ont une longue histoire, le Bureau international d'éducation fondé en 1925 faisant figure de doyen. Les autres sont de création plus récente puisqu'ils datent pour l'essentiel de la fin des années 1990.



● **Cultural Symbiosis in Al-Andalus**. Le « pays d'al-Andalus » désignait autrefois la partie de la péninsule Ibérique soumise à la domination musulmane. Le présent ouvrage retrace en 396 pages l'apport des musulmans, des chrétiens et des juifs d'al-Andalus à la civilisation mondiale. En ces temps de bouleversements attribués par certains au choc des civilisations, il montre comment des cultures peuvent se mêler et coexister dans l'harmonie et le respect mutuel. Disponible auprès du bureau de l'UNESCO à Beyrouth : beirut@unesco.org

*Sauf précision contraire, toutes les publications sont disponibles gratuitement auprès du service de documentation et d'information de l'UNESCO, Secteur de l'éducation.
e-mail : sdi@unesco.org*

